

LE DEPARTEMENT DES FINANCES, DE L'AGRICULTURE
ET DES AFFAIRES EXTERIEURES DU CANTON DU VALAIS

Directives générales concernant la limitation temporaire du déplacement des abeilles d'une zone infestée par le Feu Bactérien à une zone indemne

Le chef du Département des finances, de l'agriculture et des affaires extérieures,
vu l'article 29 de l'ordonnance fédérale sur la protection des végétaux du 28 février 2001; vu les directives N° 2 de l'Office fédéral de l'agriculture du 5 mars 2002 vu l'art. 51 de la loi cantonale sur l'agriculture du 28 septembre 1993 ; vu l'art. 32 de l'ordonnance cantonale sur la production agricole du 2 octobre 1996; vu le rapport du Service de l'agriculture du 17 février 2003;
Considérant qu'il est nécessaire de protéger le verger valaisan contre le feu bactérien,

décide:

Article premier

1 Afin d'éviter la propagation du Feu Bactérien, le service de l'agriculture et le vétérinaire cantonal fixent chaque année les zones d'interdiction temporaire de déplacement des abeilles. Ces zones couvrent au minimum une région d'un rayon de 3 km autour des foyers identifiés de Feu Bactérien.

2 Les mesures suivantes sont applicables dans la zone d'interdiction temporaire: Tout déplacement d'abeilles est interdit entre le 1er avril et le 15 juin.

Les déplacements de ruches en pastorale, c'est-à-dire en altitude, sont autorisés à partir du 16 juin, pour autant qu'ils s'effectuent uniquement à l'intérieur de la zone d'interdiction temporaire et que le retour ne s'effectue pas avant le 15 août.

3 Sont exclues de ces mesures :

Les abeilles (colonies, essaims, nucléés, ruchettes de fécondation) qui sont enfermées au moins pendant 2 jours avant le déplacement.

Les abeilles transportées à des altitudes supérieures à 1 500 m, à condition qu'elles y restent jusqu'au 15 août. Les reines.

4 Les déplacements effectués en vertu des alinéas 2b, 3a et 3b doivent être annoncés à l'Office cantonal de la protection des plantes et être inscrits dans le cahier « contrôle d'effectifs des colonies d'abeilles », lequel doit être tenu à disposition des inspecteurs de ruchers et des contrôleurs phytosanitaires.

5 Dans les zones particulièrement précoces ou lorsqu'en raison de conditions climatiques particulières la période de végétation commence plus tôt que d'habitude, le début de la période d'interdiction de déplacement prévue à l'alinéa 2b peut être avancée jusqu'au premier mars.

Art.2

1 Toute arrivée de nouvelles ruches dans la zone d'interdiction temporaire doit obligatoirement être annoncée à l'Office cantonal de la protection des plantes.

2 Dès leur entrée dans la zone d'interdiction, ces ruches sont soumises aux mesures décrites à l'art. 1, alinéa 2.

Art.3

1 Le service vétérinaire cantonal informe chaque année les apiculteurs concernés par ces mesures.

2 Les inspecteurs des ruchers et les contrôleurs phytosanitaires cantonaux contrôlent l'application de la présente directive.

3 Les infractions seront punies d'une amende allant de 100 à 10'000 francs.

Sion, le 3 mars 2003

Le chef du Département des finances, de l'agriculture et des affaires extérieures
W. Schnyder